



Déclaration de la CGT Educ'Action de Nantes à la CAPA d'Avancement d'Échelon des PLP du 15 mars 2019

La CAPA de promotion et de passage d'échelon est une CAPA toujours très attendue par les collègues, car, dans le contexte de la politique austéraitre actuelle, elle représente la seule réelle possibilité de rattrapage de la perte de pouvoir d'achat.

En effet, il faut rappeler que le blocage des salaires dans la Fonction Publique, initié en juillet 2010, a fait perdre aux fonctionnaires près de 15 % de pouvoir d'achat depuis 2000. Cela correspond à plus de 300 euros de perte de pouvoir d'achat pour un collègue entrant dans le métier. Dans ces conditions, la volonté du gouvernement de pérenniser les politiques antérieures est inacceptable.

La CGT refuse la rhétorique qui consiste à dire que la dette et le déficit public imposent des sacrifices à tous. Ce ne sont pas aux personnels de payer une crise dont ils ne sont en rien responsables alors que le gouvernement continue d'offrir des milliards d'euros de cadeau au patronat. La CGT ne peut se satisfaire de la logique instaurée par le gouvernement actuel et exprime son désaccord face à la reconduction d'une politique non-assumée de réduction des dépenses publiques.

Une véritable revalorisation du métier est nécessaire, et ce n'est pas le Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations qui change grand-chose sur le fond. Rappelons d'ailleurs notre opposition au PPCR et ses conséquences sur la carrière des collègues.

La CGT Educ'Action réaffirme la priorité absolue qui doit être donnée à l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice, augmentation sans laquelle toute réforme des carrières et des parcours professionnels est vouée à l'échec puisque le décrochage avec l'inflation future annulerait, de fait, les revalorisations de la grille salariale. C'est l'une des revendications qui sera portée dans la rue le 19 mars prochain par l'intersyndicale des personnels de la Fonction Publique.

La CGT revendique l'ouverture d'une négociation sur la baisse du temps de travail hebdomadaire des enseignant.es et la réécriture des décrets sur les Obligations de Service. Pour la CGT, il est urgent de mettre en place une décharge de 3h dans le second degré pour permettre une liberté pédagogique collective et la prise en charge des différentes tâches des enseignant.es. La fonction enseignante demande à être réellement considérée. Cette considération passe, entre autres, par une augmentation des grilles indiciaires.

La CGT réclame une progression de la grille indiciaire, liant qualification et rémunération, partant de deux fois le SMIC et se terminant par le doublement du salaire de début de carrière, avec intégration de l'échelonnement Hors-Classe dans la Classe Normale pour un déroulement de carrière complet. La CGT exige une augmentation de 400 euros nets pour toutes et tous afin de rétablir le pouvoir d'achat perdu ces dernières années. Ceci équivaut dans la Fonction Publique à une augmentation de 90 points d'indice supplémentaires.

Concernant cette CAPA, nous demandons à ce que les items apparaissent dans le fichier pour les avis exceptionnels car ces derniers représentent 54,2% du contingent des promus pour les PLP.

Pour finir, le Ministère de l'Education comme le gouvernement tentent de minimiser les contestations sociales qui s'expriment dans la rue et sur les lieux de travail. L'augmentation des salaires, l'amélioration du pouvoir d'achat et la défense des services publics restent les revendications légitimes d'une majorité des salarié.es depuis plusieurs mois. Face à cette contestation, la réponse gouvernementale a été la poudre aux yeux d'un grand débat aux questions biaisées qui ne permettront pas d'apporter des réponses quantifiables en matière de salaire, de démocratie sociale ou de justice fiscale. La CGT Educ'Action se mobilisera auprès des salarié.es pour faire entendre ses revendications. Aussi elle apporte tout son soutien aux personnels de l'Education mobilisés contre les fermetures de poste, contre la loi « école de la confiance » et les réformes des lycées en particulier aux personnels mobilisés cette semaine en Loire Atlantique entre autre.

Les élu.es CGT Educ'Action